

§ 2. Le taux du droit d'accise spécial pourra diminuer à partir de la première et lors de chaque augmentation de prix maximum fixé par le contrat-programme relatif à un régime des prix de vente des produits pétroliers conclu entre l'Etat belge et le secteur pétrolier, à la condition que cette augmentation conduise à la fixation d'un prix maximum des produits directeurs repris au contrat-programme, supérieur à 1,50 EUR par litre.

§ 3. La réduction du droit d'accise spécial correspond :

— au montant de T.V.A. calculé sur la différence de prix entre le nouveau prix maximum et la limite fixée au § 2, lors d'une augmentation de prix maximum d'un niveau inférieur ou égal à la limite fixée au § 2 vers un niveau supérieur à cette limite;

— au montant de T.V.A. calculé sur la différence de prix entre le nouveau prix maximum et le prix maximum précédent, lors d'une augmentation de prix maximum entre deux niveaux situés au-dessus de la limite fixée au § 2.

Art. 2. Lors d'une augmentation de prix entraînant la baisse du droit d'accise spécial, le Ministre des Finances publie un avis officiel au *Moniteur belge*, mentionnant le montant de l'augmentation de prix maximum T.V.A. incluse, le nouveau taux du droit d'accise spécial ainsi que sa date d'entrée en vigueur.

Art. 3. Les dispositions du présent arrêté sont applicables jusqu'au 31 décembre 2008.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 novembre 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

§ 2. Het tarief van de bijzondere accijns kan worden verlaagd vanaf de eerste en bij elke verhoging van de maximumprijs vastgesteld door de programma-overeenkomst betreffende de verkoopprijzen van de aardolieproducten afgesloten tussen de Belgische Staat en de petroleumsector, op voorwaarde dat deze verhoging leidt tot het vastleggen van een maximumprijs van de richtproducten vermeld in de programma-overeenkomst hoger dan 1,50 EUR per liter.

§ 3. De verlaging van de bijzondere accijns komt overeen met :

- het bedrag aan BTW, berekend op het prijsverschil tussen de nieuwe maximumprijs en de limiet vastgesteld in § 2, indien het een verhoging betreft van de maximumprijs van een niveau dat lager ligt dan of gelijk is aan de limiet vastgesteld in § 2 naar een niveau dat hoger ligt dan deze limiet;

- het bedrag aan BTW, berekend op het prijsverschil tussen de nieuwe maximumprijs en de vorige maximumprijs, indien het een verhoging betreft van de maximumprijs tussen twee niveaus die gelegen zijn boven de limiet vastgesteld in § 2.

Art. 2. Bij een prijsverhoging die een daling van de bijzondere accijns tot gevolg heeft, publiceert de Minister van Financiën een officieel bericht in het *Belgisch Staatsblad*, dat het bedrag van de verhoging van de maximumprijs inclusief BTW, het nieuwe tarief van de bijzondere accijns en de datum van inwerkingtreding vermeldt.

Art. 3. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing tot en met 31 december 2008.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag van de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 5. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 november 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2007 — 4637

[C — 2007/03532]

**29 NOVEMBRE 2007. — Arrêté royal
modifiant certains taux d'accise sur le gasoil routier**

RAPPORT AU ROI

Sire,

Depuis plusieurs mois maintenant, les prix du pétrole brut ne cessent d'augmenter de manière erratique sur les marchés internationaux de sorte que les prix des produits pétroliers qui en sont extraits et qui sont vendus à la pompe ou livrés aux consommateurs, ont subi une courbe exponentielle à la hausse.

C'est ainsi que, pour le gasoil routier, le prix maximum autorisé fixé par le contrat de programme signé entre le Ministre de l'Energie et le secteur pétrolier, qui était de 1,006 EUR par litre au 19 février 2007 s'est envolé jusqu'à 1,258 EUR au début du mois de novembre courant, soit une hausse de 25 %.

Devant cet état de fait et afin de soulager le portefeuille du consommateur et lui garantir autant que faire se peut un certain pouvoir d'achat, le Gouvernement a décidé d'agir à la baisse sur le taux d'accise frappant ce type de produit.

L'article 420, § 3, d) de la loi-programme du 27 décembre 2004, prescrit que « le Roi peut fixer, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, un montant par litre au-delà duquel une réduction de l'accise spéciale peut être appliquée sur les carburants ». Toutefois, cette réduction d'accise ne peut, en aucun cas, permettre à l'accise globale de descendre en dessous du niveau minimum de taxation européen fixé à l'annexe I^e, A), de la Directive 2003/96/CE du 27 octobre 2003, ristrutturant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2007 — 4637

[C — 2007/03532]

**29 NOVEMBER 2007. — Koninklijk besluit tot wijziging
van bepaalde accijnstarieven van gasolie voor de weg**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Reeds gedurende verscheidene maanden stijgen de prijzen van de ruwe aardolie op de internationale markten op een onregelmatige wijze zodanig dat de prijzen van de aardolieproducten die hiervan worden afgeleid en die worden verkocht aan de pomp of worden geleverd aan de verbruikers, exponentieel gestegen zijn.

Hierdoor is, voor gasolie voor de weg, de maximumprijs vastgesteld bij de programma-overeenkomst ondertekend door de Minister van Energie en de petroleumsector, gestegen van 1,006 EUR per liter op 19 februari 2007 tot 1,258 EUR aan het begin van de lopende maand november, zijnde een stijging van 25 %.

Rekening houdend met deze feitelijke situatie en teneinde de portefeuille van de verbruiker minder zwaar te belasten en hem een zekere koopkracht te garanderen, heeft de Regering beslist om te reageren met een daling van de accijnstarieven met betrekking tot dit type product.

Artikel 420, § 3, d) van de programmawet van 27 december 2004, schrijft voor dat « de Koning, bij een na overleg in de Ministerraad vastgelegd besluit, een bedrag per liter kan bepalen waarboven een vermindering van de bijzondere accijns kan toegepast worden op motorbrandstoffen ». Evenwel mag deze vermindering van accijnzen, in geen geval, leiden tot de daling van de globale accijnzen onder de Europese minimumbelastingniveaus vastgesteld in bijlage I, A), van de Richtlijn 2003/96/EG van 27 oktober 2003 tot herstructurering van de communautaire regeling voor de belasting van energieproducten en elektriciteit.

Ce système, que l'on a surnommé le « cliquet inversé » a fait l'objet dans un premier temps d'un arrêté royal d'exécution du 24 mai 2005, lequel a fixé les montants respectifs de 1,10 EUR par litre pour le gasoil et de 1,50 EUR par litre pour les essences, au-delà desquels le système était actionné.

Dans les faits, lors de chaque hausse de prix prévue par le contrat de programme et dépassant les montants précités, un avis était publié au *Moniteur belge* et fixait un nouveau taux de l'accise spéciale comportant une diminution d'accise correspondant à la valeur du montant de la T.V.A. que le Trésor aurait dû percevoir sur le montant de la hausse du prix, sans cette opération. Pour l'année 2005, le système a été actionné à 6 reprises pour un montant global d'accise spéciale à la baisse de 26,60 EUR par 1 000 litres.

Venu à échéance le 31 décembre 2005, ledit arrêté royal d'exécution a été prorogé, par le biais d'un arrêté royal du 10 janvier 2006, pour une durée d'un an allant jusqu'au 31 décembre 2006, confirmant les montants seuils de 1,10 et 1,50 EUR par litre mais rendant le système facultatif et non plus obligatoire afin de tenir compte de la situation du marché belge par rapport aux marchés des pays limitrophes. Pour l'année 2006, le système a été actionné à 9 reprises pour un montant global d'accise spéciale de 23,30 EUR par 1 000 litres, amenant le taux global de l'accise (accise + accise spéciale + cotisation sur l'énergie) à 316,7330 EUR par 1 000 litres pour le gasoil routier contenant 10 ppm de soufre et additionné de 5 % de FAME, ce produit étant celui servant de référence pour le remboursement éventuel de l'accise dans le cadre du carburant professionnel.

Ces différentes actions à la baisse de l'accise spéciale ont donc permis de diminuer le taux d'accise spéciale de 49,90 EUR par 1 000 litres et, la marge de manœuvre restante s'est réduite à un montant de 14,7330 EUR par 1 000 litres, à savoir 316,7330 – 302,0000 EUR (taux minimum obligatoire européen) par 1 000 litres.

Cette marge de manœuvre étant très réduite, le Gouvernement a donc décidé de l'utiliser entièrement en une seule opération et sans attendre une prochaine hausse du prix maximum autorisé.

C'est ainsi que le présent projet d'arrêté royal est pris sur le pied de l'article 13 de la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977, lequel est rédigé comme suit :

« Art. 13. § 1^{er}. En vue de l'application anticipée des changements qui doivent être apportés d'urgence aux droits d'accise, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prescrire toutes mesures, y compris le versement provisoire des droits qui seront établis par la loi.

Le Roi saisira les Chambres législatives, immédiatement si elles sont réunies, sinon dès l'ouverture de leur plus prochaine session, d'un projet de loi tendant à apporter aux droits d'accises les changements en vue desquels des mesures ont été prescrites par application de l'alinéa 1^{er}. »

Compte tenu de la période de l'année écoulée et du temps en 2007 pendant lequel la mesure pourra produire ses effets, l'impact budgétaire peut être estimé à 3,800 millions d'EUR (2,590 milliards de litres x 14,7330 EUR par 1 000 litres x 1,21 x 30/365) par mois.

Les formalités inhérentes à la mise en œuvre de la mesure conduiront sans doute à réduire l'impact budgétaire pour 15 jours à 1,9 million d'EUR.

Le présent projet d'arrêté royal s'inscrit dans le cadre de la compétence actuelle du Gouvernement, à savoir l'expédition des affaires courantes.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
le très respectueux et très fidèle serviteur,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDEERS

Dit systeem, genoemd « negatieve cliquet », heeft in eerste instantie het voorwerp uitgemaakt van het koninklijk uitvoeringsbesluit van 24 mei 2005, hetwelke de respectievelijke bedragen van 1,10 EUR per liter voor gasolie en van 1,50 EUR per liter voor benzines heeft vastgelegd, waarboven het systeem in werking trad.

In deze gevallen werd, bij elke prijsverhoging voorzien in de programma-overeenkomst en die de voornoemde bedragen overschreed, een bericht gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* dat het nieuwe verlaagde tarief van de bijzondere accijns vaststelde. De verlaging van de bijzondere accijns kwam overeen met het bedrag aan BTW dat de Schatkist had moeten innen op de verhoging van de prijs, zonder deze maatregel. Voor het jaar 2005 werd het systeem 6 keer toegepast voor een vermindering van bijzondere accijns voor een globaal bedrag van 26,60 EUR per 1 000 liter.

Vervallen op 31 december 2005 werd het voornoemd koninklijk uitvoeringsbesluit verlengd, door middel van het koninklijk besluit van 10 januari 2006, en dit voor een periode van een jaar, gaande tot en met 31 december 2006. De drempelbedragen van 1,10 en 1,50 EUR per liter werden bevestigd, maar het systeem werd facultatief gemaakt en niet meer verplicht teneinde rekening te houden met de situatie van de Belgische markt ten opzichte van de markten van de buurlanden. Voor het jaar 2006 werd het systeem 9 keer toegepast voor een vermindering van bijzondere accijns voor een globaal bedrag van 23,30 EUR per 1 000 liter. Hierdoor werd het globale tarief inzake accijnzen (accijns + bijzondere accijns + bijdrage op de energie) gebracht op 316,7330 EUR per 1 000 liter voor gasolie voor de weg met een zwavelgehalte van 10 ppm en aangevuld met 5 % FAME, zijnde het richtproduct voor de eventuele terugbetaling van accijnzen in het kader van de professionele diesel.

Deze verschillende maatregelen tot het verlagen van de bijzondere accijns hebben toegelaten om het tarief van de bijzondere accijns te verlagen met 49,90 EUR per 1 000 liter en, hierdoor werd de overblijvende manoeuvreerruimte beperkt tot een bedrag van 14,7330 EUR per 1 000 liter, zijnde 316,7330 – 302,0000 EUR (Europees minimumbelastingsniveau) per 1 000 liter.

Aangezien deze manoeuvreerruimte sterk beperkt is, heeft de Regering beslist om deze volledig te gebruiken in een enkele operatie en dit zonder te wachten op een volgende verhoging van de toegelaten maximumprijs.

Het is alzo dat het huidige ontwerp van koninklijk besluit genomen wordt met toepassing van artikel 13 van de algemene wet inzake douane en accijnzen van 18 juli 1977, luidend als volgt :

« Art. 13. § 1. Met het oog op de vervroegde toepassing van de wijzigingen welke bij hoogdringendheid in de accijnzen moeten worden aangebracht, kan de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, alle maatregelen voorschrijven, met inbegrip van de voorlopige storting van de accijnzen welke door de wet zullen worden vastgesteld.

De Koning zal bij de Wetgevende Kamers dadelijk, zo zij vergaderd zijn, zo niet bij de opening van de eerstvolgende zittingstijd, een ontwerp van wet indienen strekkende tot het aanbrengen in de accijnzen van de wijzigingen, met het oog waarop bij toepassing van het eerste lid maatregelen zijn genomen.»

Rekening houdend met de periode van het jaar dat reeds verlopen is en met de termijn in 2007 dat deze maatregel gevolgen kan hebben, kan de budgettaire impact geraamd worden op 3,800 miljoen EUR (2,590 miljard liter x 14,7330 EUR per 1 000 liter x 1,21 x 30/365) per maand.

De formaliteiten inherent aan de in werking treding van de maatregel leiden zonder twijfel tot het beperken van de budgettaire impact voor 15 dagen op 1,9 miljoen EUR.

Onderhavig ontwerp van koninklijk besluit werd opgesteld rekening houdende met de huidige bevoegdheid van de Regering, zijnde het voortzetten van de lopende zaken.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer trouwe dienaar,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDEERS

**29 NOVEMBRE 2007. — Arrêté royal
modifiant certains taux d'accise sur le gasoil routier**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977 (1), notamment l'article 13, § 1^{er};

Vu l'Avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 novembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 novembre 2007;

Vu l'avis du Conseil des douanes de l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise donné le 15 novembre 2007;

Vu l'urgence motivée par le fait que le cours des produits pétroliers subit une courbe ascendante qui risque de créer tant des problèmes économiques que sociaux; qu'il convient, par conséquent, de prendre dans les plus brefs délais, des mesures fiscales qui tempèrent cette augmentation de prix; que par conséquent, il convient de recourir à la procédure d'urgence de l'article 13, § 1^{er}, de la loi générale sur les douanes et accises autorisant l'application anticipée des changements qui doivent être apportés aux droits d'accise;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 43.825/2 donné le 23 novembre 2007 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Par dérogation aux dispositions de l'article 419, e), i) et f), i) de la loi-programme du 27 décembre 2004, remplacé par la loi du 25 février 2007, l'accise est fixée comme suit :

1° à la lettre e), i) :

i) utilisé comme carburant :

- droit d'accise : 198,3148 EUR par 1 000 litres à 15 °C;
- droit d'accise spécial : 119,7063 EUR par 1 000 litres à 15 °C;
- cotisation sur l'énergie : 14,8736 EUR par 1 000 litres à 15 °C.

2° à la lettre f), i) :

i) utilisé comme carburant :

* non mélangé :

- droit d'accise : 198,3148 EUR par 1 000 litres à 15 °C;
- droit d'accise spécial : 104,7063 EUR par 1 000 litres à 15 °C;
- cotisation sur l'énergie : 14,8736 EUR par 1 000 litres à 15 °C;

** complété à concurrence d'au moins 5 % vol d'EMAG relevant du code NC 3824 90 99 et correspondant à la norme NBN-EN 14214 :

- droit d'accise : 198,3148 EUR par 1 000 litres à 15 °C;
- droit d'accise spécial : 88,8116 EUR par 1 000 litres à 15 °C;
- cotisation sur l'énergie : 14,8736 EUR par 1 000 litres à 15 °C.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 novembre 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Note

(1) *Moniteur belge* du 21 septembre 1977.

**29 NOVEMBER 2007. — Koninklijk besluit tot wijziging
van bepaalde accijnstarieven van gasolie voor de weg**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de algemene wet inzake douane en accijnzen van 18 juli 1977 (1), inzonderheid op artikel 13, § 1;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 november 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 14 november 2007;

Gelet op het advies van de Douaneraad van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, gegeven op 15 november 2007;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de prijs van olieproducten in stijgende lijn gaat, waardoor zowel economische als sociale problemen kunnen ontstaan; dat derhalve zo spoedig mogelijk fiscale maatregelen moeten worden genomen om die prijsstijging te matigen; dat het derhalve gepast is om zich te beroepen op de procedure van hoogdringendheid voorzien bij artikel 13, § 1, van de algemene wet inzake douane en accijnzen die de vervroegde toepassing toelaat van wijzigingen die moeten aangebracht worden aan de accijnstarieven.

Gelet op het advies nr. 43.825/2 van de Raad van State, gegeven op 23 november 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In afwijking van de bepalingen van artikel 419, e), i) en f), i) van de programmawet van 27 december 2004, vervangen bij de wet van 25 februari 2007, worden de accijnzen als volgt vastgesteld :

1° in letter e), i) :

i) gebruikt als motorbrandstof :

- accijns : 198,3148 EUR per 1 000 liter bij 15 °C;
- bijzondere accijns : 119,7063 EUR per 1 000 liter bij 15 °C;
- bijdrage op de energie : 14,8736 EUR per 1 000 liter bij 15 °C;

2° in letter f), i) :

i) gebruikt als motorbrandstof :

* onvermengd :

- accijns : 198,3148 EUR per 1 000 liter bij 15 °C;
- bijzondere accijns : 104,7063 EUR per 1 000 liter bij 15 °C;
- bijdrage op de energie : 14,8736 EUR per 1 000 liter bij 15 °C;

** aangevuld met ten minste 5% vol FAME van de GN-code 3824 90 99 die voldoet aan de NBN-EN-norm 14214 :

- accijns : 198,3148 EUR per 1 000 liter bij 15 °C;
- bijzondere accijns : 88,8116 EUR per 1 000 liter bij 15 °C;
- bijdrage op de energie : 14,8736 EUR per 1 000 liter bij 15 °C.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 november 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDERS

Nota

(1) *Belgisch Staatsblad* van 21 september 1977.